

# Le virus capital

Marc Guillaume  
*Cercle des économistes*

“ Un spectre hante l'Europe - le spectre du communisme ” écrivait Marx et Engels en 1848. Au temps où l'illusion et l'utopie, cette vision laïque du Paradis, avaient encore une véritable force en Europe. Suffisante pour changer le monde, comme l'histoire l'a montré par la suite, certes dans une direction imprévue et qui a conduit aux enfers staliniens et maoïstes.

Ce spectre et ses avatars ont disparu. Ainsi que la nostalgie que nous avons naguère de leur puissance maléfique ou tout au moins ambivalente. Nous hante encore seulement le spectre du prophète. Les « spectres de Marx » servent encore d'emblèmes à une critique indéfiniment recommencée de l'ordre économique dominant. Spectres au second degré, qui hantent les champs d'une déconstruction interminable ; comme l'explique Jacques Derrida<sup>1</sup>, ces spectres de spectres sont les symptômes d'un temps déréglé, désajusté, injuste. C'est la parole forte du spectre d'Hamlet : *The time is out of joint*. Qui revient notamment sous la forme d'une variante écologique qui sert d'abri aux marxistes inconsolables : les contraintes externes remplaçant les contradictions internes du capitalisme.

Ce qui a commencé, bien avant Marx, en Europe, c'est le temps de l'économisme. Il accompagne le déclin des religions en Occident, ou du moins de la forme intégriste de ces religions : des religions, il conserve la structure, étant un ensemble de représentations, de croyances fortes articulées à des pratiques, ensemble dans lequel *s'encastrent* toutes les valeurs et comportements traditionnels. Plus profondément, l'économisme réalise une captation mentale du désir, du besoin de consolation, de *divertissement* qui se substitue au sentiment religieux.

En même temps, ce qui fait sa spécificité et le différencie de toute religion, c'est d'abord qu'il en détruit le principe fondateur, la croyance en une transcendance. Des religions, l'économisme ne préserve en effet que leur coquille : il se loge à l'intérieur pour réaliser la contamination mentale la plus indécélable et la plus efficace. D'autant plus, que pendant la transition, religion et économisme peuvent coexister, voire se renforcer mutuellement comme cela a été bien montré pour le rapport entre protestantisme et esprit du capitalisme.

L'autre différence, évidente, c'est que l'économisme n'est pas seulement un *ordre*, un ensemble hiérarchisé de représentations symboliques et imaginaires ; mais aussi, étroitement lié à cet ordre, un *champ* de pratiques et d'organisations opérant sur le réel, visant et réussissant à transformer le monde, aussi bien dans son ensemble que pour chacun, ici et maintenant. Tandis que les religions se définissent presque exclusivement par des représentations de l'au-delà du monde qui n'ont d'effets dans le monde réel que de façon sinon secondaire du moins seconde, qui s'opposent, en tout cas, à sa transformation, l'économisme trouve l'essentiel de sa légitimité dans cette transformation même. Les religions sont *conservatrices* de l'ordre social, l'économisme est *réformateur*, ouvert aux évolutions sociales et technologiques.

## Le « virus » de l'économisme

Pour définir l'économisme, Rousseau, dont on oublie trop souvent qu'il écrivit l'article *économie* de l'Encyclopédie, est allé à l'essentiel en proposant l'oxymore adéquat : *religion laïque*.

---

<sup>1</sup> J. Derrida, *Spectres de Marx*, Éd. Galilée, 1993.

L'économisme c'est d'abord un ensemble d'inventions et de pratiques nécessaires pour gérer l'irruption des progrès techniques, la multiplication des échanges *sans menacer la puissance des États*. Ou plutôt même pour accroître la puissance des États. C'est aussi un ensemble de représentations du monde, une *Weltanschauung*, compatible avec ces nouvelles pratiques, les légitimant et les naturalisant<sup>2</sup>.

Ces nouvelles représentations et pratiques, qui finiront par affecter le *régime* même de la pensée, ont cristallisé en quelques décennies en Europe. Pour Michel Foucault, elles prennent naissance entre les années 1775 et 1825.

Mais cette cristallisation a été précédée par une longue maturation, des idées et des pratiques, que les historiens ont décrite dans le détail. Avant même la Renaissance, les villes-États de l'Italie du Nord puis d'autres villes d'Europe deviennent des économies-mondes (F. Braudel) où s'inventent de nouvelles libertés et des formes nouvelles de régulation et de civilité. Il est à peine besoin d'évoquer Max Weber pour rappeler que le mouvement de la Réforme a joué un rôle important dans ces évolutions en contribuant à mettre en ligne les valeurs chrétiennes avec l'esprit du capitalisme à venir.

Il faut se garder cependant de construire des rétrospectives qui donneraient l'illusion d'une continuité. Ce qui se produit en Europe vers la fin du 18<sup>ème</sup> siècle constitue une rupture radicale qui, certes, utilise des instruments, principalement commerciaux, déjà rodés mais qui les replace dans un tout nouveau paradigme, celui qui permettra l'industrialisation et la marchandisation du monde.

Si l'on cherche, parmi les écrits savants, un bulletin de naissance de ce nouvel esprit, de ce nouveau paradigme, on trouve une fable, une légende. C'est *La fable des abeilles* de Mandeville, au tout début du 18<sup>ème</sup> siècle, qu'il faut retenir<sup>3</sup> (même si l'on trouve la même intuition chez de nombreux auteurs tels Hume, Ferguson, Hutchinson). Avec une liberté d'esprit qui lui valut quelques ennuis (la traduction de ses œuvres en France fut condamnée à être brûlée), Mandeville est sans doute l'un des premiers à *composer* les valeurs chrétiennes individuelles avec les nécessités contingentes au niveau social global. Ses intuitions, reprises par Hume notamment, furent importées en France par Voltaire surtout (Madame du Châtelet fera une traduction, plutôt désinvolte, une adaptation en fait, de la Fable en 1735) et on en retrouve des échos chez Montesquieu et Rousseau. Mais les « économistes » français du 18<sup>ème</sup> siècle, sont pour l'essentiel des Physiocrates qui resteront imperméables à ces nouvelles idées<sup>4</sup>.

En revanche, Adam Smith, considéré comme le fondateur de l'économie politique moderne, tout en prenant soin de rejeter une filiation morale et symbolique avec Mandeville, reprendra l'essentiel de son argumentation (en fait il ira même jusqu'à copier un passage de la Fable sans citer son auteur) pour la développer vers des applications concrètes. Marx, plus lucide ou plus honnête, plus distancié aussi, rendra à Mandeville l'hommage qu'il mérite et Keynes fera de même.

---

<sup>2</sup> Pour une définition plus précise de l'économisme comme ordre et comme champ et des notions voisines mais distinctes de capitalisme et de libéralisme, cf. la contribution de P. Dockès. Cf. aussi P. Dockès et M. Guillaume, « L'économisme est-il la fin de l'histoire ? », *Espérances et menaces de l'an 2000*, Le Cercle des économistes, Descartes et Cie, 1999.

<sup>3</sup> B. Mandeville, *La Fable des Abeilles*, Librairie philosophique J.Vrin. Cet ouvrage présente la première édition de 1714, édition que Mandeville ne cessa de compléter jusqu'en 1729. À partir de 1723, après l'ajout d'un texte intitulé « Recherche sur la nature de la société » et la condamnation par le Grand Jury du Middlesex, Mandeville devint un auteur connu et le plus souvent qualifié de « diabolique » : Man-Devil.

<sup>4</sup> La culture catholique française n'est pas « soluble » facilement dans l'économisme. Pour les physiocrates, la Nature, hypostase divine, doit garder la main, en dernière instance. Même les socialistes du 19<sup>ème</sup> siècle (Saint-Simon, Proudhon, Marx), conserveront des sensibilités religieuses, considérant par exemple les travailleurs productifs comme « le sel de la terre », ce qui fondera finalement le syndicalisme révolutionnaire, lequel perdurera presque un siècle en France.

En réalité, ce ne sont pas ces penseurs et les économistes qui les ont suivis qui ont "inventé" l'économisme. Ils lui ont seulement fourni une enveloppe discursive savante, dont le rôle n'est certes pas négligeable; surtout quand elle comporte des formules heureuses comme "la main invisible", trouvaille de Smith pour laisser entendre que Dieu reste encore derrière le marché. Mais l'enveloppe ne suffit pas à rendre une nouvelle représentation du monde "active". Leurs auteurs ont seulement fabriqué, au bon moment, le conditionnement, la rhétorique adéquate pour rendre pensables, possibles, acceptables des pratiques nouvelles répondant à des problèmes nouveaux, ceux auxquels était confrontée l'Angleterre au milieu du 18<sup>ème</sup> siècle.

Le problème nouveau, comme l'a montré Michel Foucault, c'est la difficulté pour des appareils d'État de taille encore modeste de continuer à contrôler des échanges qui se multiplient. Faut-il les interdire ou les limiter, comme par le passé ? Au risque d'anémier la puissance potentielle associée aux progrès de la technique? Faut-il les contrôler dans le détail ? Le risque étant alors de rendre les instances publiques obèses et, finalement, impuissantes?

L'invention de génie c'est cela : laisser jouer des mécanismes de marché, en les contrôlant seulement *globalement* et en les *fiscalisant*. Cela permet à la fois de conserver la prévalence de l'État et d'accroître la puissance d'une nation, puissance de guerre ou de dissuasion en premier lieu, et donc de préserver l'Empire (anglais, puis américain). C'est pourquoi on peut dire que le libéralisme est *une invention, une ruse de l'État* pour conserver sa puissance et même sa pureté en rejetant la souillure dans la société, ce marais où grouillent les intérêts privés de classes et de personnes.

Invention de génie? Il faut dire plutôt nécessité génétique. Si tout cela n'avait pas été accepté par la société anglaise et ses principales instances de pouvoir, l'histoire européenne en aurait été probablement changée ou retardée. Mais, les problèmes restant les mêmes, l'économisme aurait fini par s'implanter, peut-être un peu plus tard et ailleurs en Europe.

L'économisme est donc concrètement mis en œuvre à partir de cette invention du libéralisme. Qui permet en outre de résoudre une multiplicité de problèmes associés. Des problèmes essentiellement pratiques, comme par exemple légitimer un prix qui n'est pas le « juste » prix de la doctrine chrétienne. Ou financer des investissements en s'affranchissant de l'interdit du prêt à intérêt. Ou encore, comment payer des biens "risqués", ceux livrés par bateaux, par exemple, sans enfreindre l'interdit catholique sur l'assurance ?<sup>5</sup>Tous les problèmes qui se posaient dans l'assurance, la banque, le commerce, la production industrielle ont ainsi engendré des représentations nouvelles qui se sont glissées d'abord dans les habits religieux pour ensuite les détruire progressivement. Et les remplacer par cette nouvelle croyance, l'économisme.

Évidemment, cette nouvelle croyance n'a de religieux que le *lien* social qu'elle établit dans la collectivité par le simple effet d'une croyance partagée. Aucune transcendance, aucune illusion, aucune "règle" morale, même si cette dernière reste présente dans le protestantisme. Mais seulement des "lois" : habillage scientifique de solutions techniques, vocabulaire presque universel de la discipline, des économistes anglais aux théoriciens actuels, en passant par Staline qui a particulièrement abusé de cette expression. Des "lois" qui évoluent au gré des contingences. L'économisme est ainsi, par construction, adapté à tous les problèmes que rencontre le développement technique et industriel, ce qui contribue fortement à sa naturalisation et à sa mondialisation. Il est socialement incorporé et de ce fait quasi-indestructible.

---

<sup>5</sup> En France, il faudra attendre 1788 pour que Rome lève partiellement cet interdit et on sait que dans certains pays du Moyen-Orient cet interdit complique encore aujourd'hui l'organisation des affaires. La réponse fut pendant longtemps le dispositif ingénieux du "prêt à la bonne aventure" qui esquivait formellement un mécanisme d'assurance. Mais il fallait généraliser, permettre la multiplication des activités marchandes risquées, faire face à des sinistres comme l'incendie qui avait ravagé Londres en 1666 et donc rendre pleinement légitime l'activité d'assurance.

Reste un problème de langage : comment mieux qualifier l'économisme ? L'oxymore de Rousseau, une *religion laïque*, est séduisant, mais il ne constitue qu'un transfert poétique de la difficulté. La force qu'il pouvait avoir au milieu du 18ème siècle s'est en outre quelque peu émoussée dans le contexte actuel. En fait le langage présente un « trou » autour de cette mutation civilisationnelle qui reste encore, en grande partie, impensable. L'économisme n'est pas une religion, ni une mythologie, ni seulement une idéologie (même dans le sens marxiste que Gramsci, puis Althusser, ont pu donner à ce terme, car il reste trop réducteur). Le terme de « cage d'acier » que Max Weber utilisait pour qualifier le système rigide de récompenses et de contraintes de l'économie moderne ne rend pas compte, à l'inverse, de la dimension idéologique de l'économisme.

Il faut donc inventer un néologisme ou bien utiliser une métaphore. Syndrome (de croyances et de pratiques) ? Virus mental ? Faute de mieux nous utiliserons ce terme de virus, car la métaphore biologique et surtout informatique fonctionne assez bien. Mais il faut accorder à ce terme de virus une ampleur et une signification radicalement nouvelles. Dans ce sens très large, le terme présente l'avantage de faire écho à la théorie des « memes », développée dès 1976 par Richard Dawkins. Le récent livre de cet auteur, *The God Delusion*, applique cette théorie aux croyances religieuses selon une approche qui n'est pas très éloignée de la nôtre à l'égard de l'économisme<sup>6</sup>.

## Résistances et variantes

Certes, la critique de Marx a bien été une tentative d'éradication du virus de l'économisme. Mais si elle était frontale, était-elle vraiment radicale? Marx était en grande partie "contaminé" par l'économisme, conservant à la base de sa construction, les notions de besoin, de rareté, l'évidence du progrès technique et la nécessité du développement des forces productives. En outre, il accueillait le nouvel ordre économique (le rôle révolutionnaire de la bourgeoisie) comme un ordre libérateur de l'ancien régime féodal. En lui donnant certes un statut transitoire, rejetant la fin de l'économisme à la fin de l'histoire, mais sans analyser comment l'infrastructure économique, condamnée à disparaître, pourrait entraîner aussi l'effacement de la superstructure culturelle associée à l'ordre capitaliste.

Eut-il été plus radical, quelle force aurait pu avoir son discours face à l'imbrication déjà puissante des discours et des pratiques économistes? Les expériences qui se sont réclamées de l'héritage marxiste n'ont visé qu'un réarrangement des hiérarchies de pouvoir (de la sphère privée marchande vers une bureaucratie politico-étatique) et sont tombées dans la difficulté que l'invention du libéralisme anglais avait su éviter : l'obésité des appareils d'État et des *nomenklatura* qui les a rendues impuissantes ou en tout cas incapables de rivaliser avec les impérialismes fondés sur l'économisme.

Il faut être naïf pour se représenter le marxisme ou le soviétisme comme des *résistances* effectives à l'économisme; le premier reste dans le registre d'un militantisme qui, au mieux, amende l'économisme; le second n'était qu'une variante planifiée et non viable de l'économisme. Élever l'un et l'autre au rang d'une vision autre du monde a été un mode de faire valoir de l'économisme et parler de "fin de l'histoire" à la suite de la chute de l'Empire soviétique s'inscrivait dans cette même logique de triomphalisme complaisant. Les dirigeants chinois actuels font d'ailleurs semblant d'être strictement marxistes en expliquant sans rire que le développement capitaliste actuel n'est qu'une phase indispensable mais transitoire vers... le communisme !

Depuis la contamination anglaise, peu de cultures ont donc résisté à l'économisme. Certes les temporalités et les modalités ont été différentes selon les pays. En Europe même, beaucoup d'historiens ont différencié des variantes du virus capitaliste. Michel Albert a été le vulgarisateur de ces recherches dans son ouvrage *Capitalisme contre capitalisme* en

---

<sup>6</sup> R. Dawkins, *The Selfish Gene*, Oxford University Press, 1976. Tr. française, *Le Gène égoïste*, Odile Jacob, 1996. Voir aussi *A Devil's Chaplain : Selected Essays*, Weidenfeld & Nicolson, Londres, 2003, et *The God Delusion*, Bantam Press, 2006.

insistant surtout sur la distinction entre la variante anglo-saxonne et la variante rhénane<sup>7</sup>; Philippe d'Iribarne a étudié aussi divers alliages entre des cultures nationales et l'économisme.

Il est clair que les États-Unis ont été l'espace privilégié du virus qui y a produit tous les effets d'impérialisme pour lesquels il est conçu. Mais le Japon, à sa façon très spécifique, a été aussi un espace d'accueil avec la tentation associée d'impérialisme dans le monde asiatique. La question se pose maintenant pour l'Inde et pour la Chine ainsi que pour un grand nombre de pays en développement. Il n'y a pratiquement que le monde islamique qui semble opposer au virus de l'économisme une résistance quelque peu effective.

Schématiquement, on peut considérer que la « plaque » des pays de culture protestante (une partie de l'Europe et Amérique du Nord) se caractérise par une *collusion* entre la culture sociale et la culture d'entreprise. Celle des pays de culture catholique manifeste une *tension* entre ces deux cultures, tandis qu'en Asie se développe une sorte d'*indifférence* entre les deux permettant, paradoxalement, une adaptation rapide. Dans les pays islamiques c'est une *opposition*, franche ou nuancée selon les pays, qui domine.

## Une Europe boiteuse

Pourquoi évoquer alors une Europe virale si le monde dans sa quasi-totalité est déjà contaminé ou menacé par l'économisme? Parce qu'elle en a constitué l'origine et qu'elle est donc le terrain le plus ancien d'acclimatation du virus. Parce que ce terrain était constitué de couches culturelles anciennes, diversifiées et gardant la trace de très nombreux et anciens conflits. Parce que, dans ces conditions, aucun rapprochement européen n'était possible : la construction de l'Europe n'a pu se faire qu'à partir de l'économisme. Parce que, faute de pouvoir approfondir cette Union au-delà de l'économisme partagé, l'Europe cherche à s'étendre et nous propose une confrontation entre l'Islam et l'économisme. Parce qu'enfin et peut-être surtout, le virus de l'économisme -c'est-à-dire nos représentations convenues-pressent sinon sa fin du moins ses limites et tente de muter vers une autre famille qui lui assure une survie, sous forme d'hypostase.

Le virus de l'économisme ne s'est pas diffusé de la même façon en Europe du Nord et dans les pays latins. D'abord à cause de la coupure entre les cultures protestante et catholique. La France, fille aînée de l'Église catholique, représente bien cette seconde culture qui s'inscrit même profondément dans son système juridique. Le Code civil, qui en 1804 tient lieu de pacte social, développe une conception personnaliste et non marchande de l'échange, ignore l'acte d'investissement qui fonde l'entreprise.

Mais surtout l'Europe du Sud s'est développée plus tardivement et, entre temps, les appareils d'État s'étaient renforcés et avaient plus de réticence à déléguer aux marchés certains de leurs pouvoirs. En France par exemple, le décollage industriel survient pour l'essentiel pendant la Monarchie de Juillet, à partir de 1830 donc, et l'État avait étendu ses appareils et son rôle dans les activités économiques depuis la Révolution. Le développement industriel est donc resté largement encadré et contrôlé par les pouvoirs publics, d'où il est résulté une forme mixte spécifique, mêlant économisme et étatisme (à distinguer soigneusement du colbertisme rejeté comme une modalité d'Ancien Régime et qui, en revanche, existe très clairement aux États-Unis) avec des entreprises publiques et une notion de service public que l'on retrouve d'ailleurs dans la plupart des pays latins.

Comme on le sait, cette spécificité est en voie de disparition avec l'approfondissement de l'Union européenne et le rôle croissant que joue dans cette évolution l'Europe du Nord. Mais

---

<sup>7</sup> M. Albert, *Capitalisme contre capitalisme*, Le Seuil, 1991. Pour une étude plus approfondie, voir aussi P. Hall et R. Taylor, *Varieties of Capitalism : The Institutional Foundations of Comparative Advantage*, Oxford University Press, 2001. Dans un ouvrage récent, B. Amable distingue cinq modèles de capitalisme, le modèle fondé sur le marché, le modèle social-démocrate, le modèle européen continental, le modèle méditerranéen, le modèle asiatique. Cf. B. Amable, *Les cinq capitalismes*, Seuil, 2005.

dès l'origine, le Traité du Marché Commun, avait posé une règle commune qui était celle du marché : le contexte s'y prêtait. La France et l'Allemagne sortaient de la période de reconstruction que le Plan Marshall avait facilitée. Jean Monnet, même s'il avait été l'inspirateur du Plan, était un libéral convaincu (conviction ancrée dans sa culture familiale et renforcée par sa connaissance et son admiration des économies anglaise et américaine). Le destin européen était donc scellé dès le premier traité, même si des exceptions étaient prévues pour ménager (provisoirement, la suite l'a montré) les différences entre les pays de l'Union. Car cette règle commune échappe au principe de subsidiarité, c'est-à-dire finalement aux pouvoirs nationaux. La structure institutionnelle du pouvoir exécutif de l'Union reflète cette prééminence de l'économisme. En apparence, les différentes Directions Générales (l'exécutif de l'Union) sont sur un plan d'égalité, mais en réalité, l'une d'entre elles, chargée de la Concurrence (la DG4), échappe au principe de subsidiarité puisqu'elle est chargée de faire respecter la règle commune, fondatrice de l'Union.

Tout cela a donc conduit à une Europe-marché, une Europe régie par l'économisme dans laquelle les pouvoirs nationaux perdent une grande partie de leurs pouvoirs au profit d'une "bureaucratie céleste" sur le plan social, culturel, politique, etc. mais aussi d'une bureaucratie redoutablement efficace quand il s'agit de faire respecter les lois du marché.

Mais cela engendre aussi une véritable difficulté qui, sous une apparence technique, reflète un clivage politique en Europe. Cette difficulté se présente d'abord comme un prolongement du principe du marché unique au domaine monétaire. Fixer des parités (l'écu) puis créer une monnaie unique (l'euro), c'est en effet faciliter les mécanismes de marché. Mais c'est aussi beaucoup plus parce que les déséquilibres des échanges entre pays cessent alors d'être automatiquement corrigés par des ajustements monétaires. Il n'y a alors que deux possibilités. Ou bien accepter une solidarité totale entre les pays européens comme chaque pays accepte une solidarité entre les différentes régions qui le constituent, c'est-à-dire par exemple accepter que la Grèce vive en partie "aux crochets" d'autres pays européens. Ce qui revient à constituer une véritable nouvelle nation fédérale, à l'image des États-Unis par exemple. Mais cela ne se décrète pas et il est clair que les Européens en sont encore très loin. On peut même se demander s'ils se sont rapprochés de cette forme de solidarité totale à travers la réalisation du marché qui conforte plutôt le principe de compétition. Ou bien, créer de nouveaux mécanismes non monétaires et cela a conduit aux rigidités du Pacte de stabilité. Par des moyens budgétaires, des contraintes quasi-automatiques permettent de remplacer les anciennes contraintes monétaires. Sans rentrer dans les questions techniques qui mettent en évidence les insuffisances de ces coordinations budgétaires partielles et souvent trop contraignantes, il faut seulement souligner qu'elles invitent à une coordination poussée des politiques budgétaires nationales, en fait à une coordination politique presque totale. Pour le moment, de cela l'Euroland est encore loin...

Pourquoi l'euro alors, si les pays qui y adhèrent ne sont pas en mesure politiquement de lui donner son efficacité réelle et s'infligent un handicap dans la compétition mondiale ? Les économistes européens ne cessent d'ailleurs pas de souligner l'habileté d'une politique monétaire et budgétaire américaine qui n'est pas entravée par les contraintes d'un Euroland qui reste une Union partielle. La réponse est simplement le rôle du dollar comme devise-clé au niveau mondial qui donne un privilège exorbitant aux États-Unis, qui est même la composante principale de leur impérialisme. D'où l'idée, parfaitement légitime, qu'une seconde devise-clé changerait complètement la donne mondiale et que l'euro pourrait servir de fondement à une Europe-puissance. C'est d'ailleurs pourquoi les États-Unis ont été hostiles à l'euro (mais leur scepticisme presque total à cet égard a presque désamorcé leur hostilité) et pourquoi aussi certains pays européens, par solidarité avec les États-Unis mais aussi pour esquiver les contraintes de l'euro et enfin par refus d'une plus grande intégration politique, sont restés en dehors de l'euro. C'est évidemment le cas exemplaire du Royaume-Uni.

L'Union européenne est ainsi coupée en deux : l'Euroland boiteux, en recherche perpétuelle d'une intégration politique qui semble encore loin et qui ne verra peut-être jamais le jour, et les autres pays européens qui ne souhaitent, au moins dans le court terme, qu'une

extension du marché. Pire encore : si certains de ces derniers pays rejoignent l'Euroland, cela ne peut que renforcer les difficultés d'une intégration politique. On voit ainsi se produire un mouvement d'*extension affaiblissante* de l'Union européenne qui correspond bien à l'espoir américain que l'euro ne sera jamais une devise-clé capable de concurrencer le dollar.

Mais l'histoire n'est pas écrite. L'émergence d'un grand marché européen unifié, avec une monnaie unique mais une faible intégration politique, compliquerait certes l'impérialisme monétaire américain, mais ne remettrait pas en cause sa suprématie économique, militaire et politique. Face à l'Amérique du Nord, le continent européen aux frontières floues ne serait pas une Europe-puissance mais un grand marché concurrent, stimulant mais finalement subordonné. Et apportant aussi un *jeu* utile dans l'affrontement prévisible dans les prochaines années avec les puissances émergentes en Asie.

## **L'Europe terre d'acclimatation des nouvelles formes de capitalisme**

Si dans la géopolitique mondiale et dans ces futurs affrontements, l'Europe est appelée à jouer un rôle second, elle peut quand même, en raison de sa "vieillesse" même, devenir un "terrain" de mutation du virus. La vieille Europe est constituée par des populations qui ont été contaminées les premières par l'économisme. Qui ont intégré comme une évidence, comme une fatalité, comme un "prêt-à-penser", la production, la concurrence, la croissance... L'économisme est un virus (mental) à *large spectre*, personne n'y échappe. Même si chacun se bricole un évangile (portable) adapté à sa situation sociale, à son contexte et à ses problèmes. Ce virus est un éloge direct de soi, à tout le moins un "vice" privé pardonné; c'est tout le contraire d'un intégrisme. On peut donc développer un individualisme post-moderne tout en restant porteur du même virus. Pour l'expert économiste, la croissance est une "solution" au chômage, pour le chômeur c'est un espoir de retrouver un emploi, pour l'entrepreneur elle est directement liée à son chiffre d'affaires, à son profit et peut donc décider de sa réussite ou de sa faillite.

Certes, on ne tombe pas amoureux d'un taux de croissance disait-on en 1968 lorsque la croissance, précisément, semblait assurée. On pouvait alors avoir d'autres désirs (surtout dans les classes favorisées). Mais lorsque la croissance faiblit on a *tous besoin* d'elle. Il n'est d'ailleurs pas étonnant que *Halte à la croissance?*, livre issu des travaux du Club de Rome et publié en 1972, ait reçu un accueil mondial exceptionnel (sans doute le best-seller du 20<sup>ème</sup> siècle dans cette catégorie) : l'interrogation suscitait à la fois un espoir d'émancipation que mai 68 avait cristallisé et de multiples inquiétudes que la première crise pétrolière, quelques mois plus tard, confirmera.

Ce qui est apparu progressivement depuis lors dans les consciences collectives, c'est une évidence qui était restée masquée : la conviction que la croissance, sous ses formes actuelles, est impossible à maintenir à terme. Aucune croissance exponentielle, aussi faible soit son taux de progression, ne peut durer indéfiniment. En revanche l'horizon de fin de croissance, le rythme de ralentissement restent très difficiles à préciser. C'est dans cette période de transition qu'apparaît un nouveau prêt-à-penser, une variante du virus dominant, qui peut s'appeler le "développement durable". Formule qui exprime d'abord, sous une forme naïve, le souci de *prolonger le plus possible* une croissance dont on sait pourtant qu'elle devra finir par cesser, sous sa forme actuelle, et dont on peut craindre que son prolongement engendrera quelques catastrophes. Volonté de dénégation donc.

Formule qui se nourrit aussi de toutes les contraintes écologiques car elles sont finalement, à travers des conflits et des difficultés temporaires, intégrables dans le calcul économique. Pour les entreprises le développement durable représente une « nouvelle frontière » : une frontière qu'il convient de franchir pour exploiter de nouveaux territoires. Car le renforcement des contraintes pose à beaucoup d'entreprises de délicats problèmes d'ajustement et de compétitivité ; mais en revanche, pour toutes celles qui savent s'adapter à ce renforcement, des contraintes plus strictes impliquent simplement des prix plus élevés (le prix est la

variable duale associée à la contrainte) ce qui assure la pérennité de leurs profits. En dépit de certaines apparences, l'écologisme est donc souvent l'allié objectif des entreprises qui s'y adaptent et de certains secteurs industriels.

Beaucoup plus généralement, l'écologisme, l'alter-mondialisme qui regroupe des sensibilités hétérogènes voire contradictoires entre elles (marxisme nostalgique, écologie "profonde", technophobie naïve, réformisme humaniste, etc.) sont de faibles vaccins contre l'économisme et lui permettent de devenir "résistant", comme on le dit pour les microbes à l'égard des antibiotiques.

Il reste que le développement durable est une variante spécifique de l'économisme, un virus mutant. Car ce qui est recherché de façon encore confuse c'est une forme de croissance "involuée", tournée vers le social même et non plus vers la production matérielle : cesser ou limiter drastiquement l'accumulation matérielle, réduire les dimensions et les vitesses pour accroître sécurité, santé, éducation, préservation de l'environnement, etc. Appliquer les principes du management industriel (zéro défaut, zéro délai, etc.) à la gestion des collectivités humaines, ainsi traitées comme des stocks : principe de précaution, zéro mort, etc...

Le terrorisme lui-même est récupéré au profit de cette mutation virale. Les contraintes sécuritaires et les restrictions de libertés qu'il entraîne sont assez comparables aux contraintes écologiques. Même les catastrophes naturelles s'inscrivent dans ces nouvelles représentations (Jean Baudrillard) : elles apparaissent comme de moins en moins naturelles (vieille question, déjà débattue après le tremblement de terre de Lisbonne) puisqu'on peut toujours dénoncer l'insuffisance des prévisions ou des secours. La croissance durable c'est une nouvelle mobilisation contre le Mal, sous toutes ses formes, réelles ou imaginaires, et contre tous les risques.

C'est dire que cette variante virale porte en elle des composantes quasi religieuses, par exemple le respect de la nature (un retour à la physiocratie, car la Nature a joué le rôle d'une hypostase divine, c'est d'ailleurs l'approche physiocratique des économistes français qui a freiné l'influence libérale anglaise dans notre pays), la volonté d'éradiquer le Mal, l'agitation de menaces qui donne une coloration d'apocalypse aux discours des écologistes. Avec l'écologisme, l'économisme trouve une dimension de repentance, de culpabilité et de châtement mérité qui entre assez bien en résonance avec des valeurs religieuses enfouies mais encore vivantes.

Évidemment, il ne s'agit pas de résister à l'économisme mais plutôt de l'adapter ou de le dépasser. Nous n'en sommes qu'au début d'un virage, difficile à négocier et qui prend souvent l'aspect d'un problème insoluble, plus complexe en tout cas que celui qui a présidé au début de l'économisme. Car il s'agit cette fois de réorienter la croissance vers d'autres fins dans les pays riches alors que le reste du monde aspire à suivre le chemin d'une croissance matérielle qui ne fait que commencer à sortir les pays pauvres de leur misère. Et même dans les pays riches, il est bien difficile de s'entendre sur les rythmes et les modalités d'une réorientation qui convient surtout aux classes aisées et qui ne peut que bouleverser les hiérarchies établies et produire des crises sectorielles difficilement gérables à court terme. Il suffit d'observer à cet égard la position américaine à l'égard du protocole de Kyoto pour mesurer la difficulté, pour l'empire américain lui-même, de se plier à ces nouvelles contraintes.

Car si on prend le développement durable dans un sens large, bien au-delà de sa dimension écologique, il intègre deux autres composantes, le développement *qualitatif* et le développement *équitable*.

Le premier repose sur une nouvelle priorité accordée aux grandes fonctions collectives : l'éducation et la recherche, la prévention et la santé, l'aménagement du territoire, etc. En raison de leur caractère essentiel, ces fonctions ont été en partie placées sous tutelle publique. Une tutelle qui pour diverses raisons (budgétaires et organisationnelles) ne permet

plus guère aujourd'hui leur développement efficient. La difficulté est d'introduire dans ce champ une modalité de concurrence, ou, au moins, de compétition, qui reste compatible avec les finalités de justice et de solidarité garanties par la tutelle publique.

Le second repose sur la nécessité de prendre en compte les différents stades de développement dans le monde. Les pays pauvres ou émergents n'entendent pas être privés des bénéfices de la croissance et de la consommation que le monde développé a conquis pendant les trente glorieuses. Ce sont pourtant ces pays qui sont devenus les plus directement responsables de certaines urgences écologiques et qui risquent d'en être les victimes les plus graves. L'effort que l'Europe, par exemple, peut faire pour réduire l'effet de serre n'a presque qu'une valeur exemplaire relativement aux efforts que devraient faire la Chine et l'Inde dans ce domaine. Un développement équitable doit avoir pour objectif de permettre à ces pays une croissance qui leur est indispensable, mais une croissance différente de celle que nous avons connue en intégrant dès maintenant toutes les nouvelles contraintes écologiques.

On peut espérer que ce développement durable au sens large, le mixte d'économisme, d'écologie et de sécuritaire, de qualitatif et d'équitable finira par s'imposer par nécessité et que l'Europe sera son champ privilégié d'implantation. Elle y est plus réceptive que les pays nouvellement engagés dans l'industrialisation. Une partie de l'Europe présente une longue tradition de service public et un modèle social qui la prédispose à mieux organiser un développement qualitatif. Elle conserve aussi un attachement aux dimensions culturelles dans la mesure même où sa diversité culturelle (et religieuse) reste encore inscrite dans des formes différentes de capitalisme.

Ce n'est pas par hasard que les pays d'Europe du Sud en particulier manifestent une résistance accrue envers certaines formes de mondialisation industrielle lorsqu'elles touchent aux secteurs de l'agriculture, de la culture ou des services. De Millau à Seattle et à Florence s'organisent des mouvements de lutte contre l'OMC. Eurovirus contre mondovirus<sup>8</sup>.

L'Europe, à l'exception de la Grande-Bretagne, a encore conservé un rapport conflictuel, ou au moins une tension avec le capitalisme. Ce n'est pas le cas des États-Unis caractérisés par une adéquation presque parfaite entre les valeurs de la société civile et celles du capitalisme. Moins bien armée pour la compétition des capitalismes libéraux, l'Europe peut retrouver, dans son patrimoine culturel, des atouts pour infléchir la croissance vers les nouvelles formes de développement durable et qualitatif. Sous les apparences d'une défense de ses racines, d'une résistance immunitaire, l'Europe introduit donc une mutation et propose un virus hybride. Europe septique donc (plus que sceptique).

## **L'Europe face au bloc islamique**

L'Europe n'est pas seulement réceptive à une mutation de l'économisme, elle peut jouer en même temps un rôle de transition avec l'espace islamique. Espace qui, jusqu'à maintenant, a résisté au virus de l'économisme, ce qui explique, en partie, certaines spécificités de son non-développement.

L'Europe chrétienne a une longue histoire de conflit et d'hybridation avec l'économisme (à la différence de qui s'est passé en Amérique du Nord, puis au Japon et aujourd'hui en Chine ou en Inde). L'Islam aussi, à sa façon ; il a connu avant l'Occident des formes de progrès scientifiques et techniques et de pré-économisme que l'Europe a importées. Sous l'assaut d'un virus qui s'adapte par construction aux évolutions et notamment à l'explosion technologique, les religions chrétiennes ont été fragilisées par leur rigidité même. L'Islam, au contraire, a résisté ; sans doute parce qu'il n'est pas constitué autour de la hiérarchie d'une église, sans doute aussi parce qu'il a absorbé en grande partie le pouvoir politique. Il

---

<sup>8</sup> Le film *Mondovino* met bien en évidence ce conflit dans un secteur où se mêlent symbolique et conquêtes de marchés mondiaux. : culture du vin contre son industrialisation; terroir (attaché à la *transmission*, de génération en génération) contre marque (fondée sur la *communication* dans l'espace du marché) .

apparaît donc comme la seule exception d'importance, une immense réserve d'altérité non ou peu contaminée. Le croissant islamique, un bloc très différencié qui s'étend à travers l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient, les nouveaux États musulmans de l'Asie centrale pour atteindre les frontières de la Chine, sans oublier l'Indonésie, regroupe des pays liés par beaucoup de dénominateurs communs. Rien n'interdit de penser que ce bloc émerge, à moyen terme, sous l'impulsion d'une idéologie mobilisatrice, d'inspiration théocratique et totalitaire.

Dans ce bloc en émergence cependant, la Turquie, qui depuis deux siècles, s'occidentalise fait figure de grande exception. Sur le plan politique bien sûr avec le "kémalisme" et plus récemment par son ouverture à l'économie de marché et aux technologies.

Ce que l'on appelait dans les chancelleries occidentales, entre les deux guerres, "l'homme malade de l'Europe" succombera-t-il au virus de l'économisme? Sera-t-il la porte d'entrée de l'économisme occidental dans le bloc islamique? "Quand on voit, à la mosquée d'Uzküdar, les musulmans prosternés dans leur prière, se relever et, l'instant d'après, pour la moitié d'entre eux, saisir leur téléphone mobile, on peut penser que les comportements rituels et religieux peuvent fort bien se concilier avec les comportements réflexes de la modernité. Mais il n'en est rien... La ville entière est l'enjeu d'un conflit entre modernité et défi à la modernité (y compris dans le jeu provoquant des signes de la modernité), auquel il n'y a peut-être pas de solution. Mais sommes-nous si sûrs que les jeux soient faits dans nos pays occidentaux "résolument modernes"? (Jean Baudrillard, "Istanbul : l'eau, l'empire, l'or, la scène primitive", *L'Herne*, 2005, p. 118.).

Non, les jeux ne sont pas faits, pas complètement. Dans l'Europe de la latinité, des échanges culturels et commerciaux intenses se sont noués entre la chrétienté et l'Islam. La première économie-monde, Venise, a fondé sa prospérité sur ces échanges. Ce sont même les différences culturelles qui ont assuré une sorte de co-développement autour de la Méditerranée<sup>9</sup>. Cette région pourrait redevenir aujourd'hui le creuset d'une culture faite d'éléments hétérogènes permettant de dépasser l'économisme ou du moins de l'altérer.

Aujourd'hui, tous les partisans de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, en particulier et paradoxalement ceux qui manifestent une sensibilité de gauche, espèrent que l'Islam est soluble dans l'économisme, que l'occidentalisation pourra grignoter un morceau du croissant islamique. Sinon dissoudre du moins contaminer pour imposer une laïcité rejetant le religieux hors de l'espace public. Espoir d'une nouvelle Europe, à vocation méditerranéenne, ou d'une Union méditerranéenne liée à l'Union européenne, d'un pont entre Occident et Islam que l'empire américain serait incapable de réaliser.

Ici encore c'est une bataille virale et mondiale qui s'amorce. Entre la forme ancienne de l'impérialisme économique et une nouvelle forme plus "culturelle", infiltrée d'altermondialisme. Entre un développement où des éléments hétérogènes peuvent se juxtaposer sans se confondre et la poursuite de la croissance matérielle imposant l'uniformité dans la violence.

---

<sup>9</sup> Le rôle de Venise dans le commerce et le dialogue Occident/Orient a en effet été essentiel: Saint-Marc, dont les restes sont récupérés à Alexandrie vers 820, fera un patron légitime à la cité qui importera ensuite des traits importants de la culture musulmane ; l'utilisation de la comptabilité en partie double –cf. Goody- importée de l'Espagne, la redécouverte de la vision grecque grâce aux arabes, etc.